

Réalisation de fouilles archéologiques place de la République et mesures d'accompagnement technique du projet

A proximité de Lisieux 14100 Calvados

Acheteur : Ville de Lisieux

Adresse :

21 rue Henry Chéron CS 87222

14107 LISIEUX Cedex

E-mail : Voir l'e-mail

Accéder au site

Contact :

Contact technique :

14107

Email : marchespublics@ville-lisieux.fr

Site : <http://www.ville-lisieux.fr>

Marché public ou privé

Référence du marché : 2985469

Etat : Première publication

Publié dans :

CENTRALE DES MARCHES (24/07/17)

7163153901

Ville de Lisieux

Réalisation de fouilles archéologiques place de la République et mesures d'accompagnement technique du projet

DIALOGUE COMPETITIF

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Ville de Lisieux. Correspondant : Madame Emilie ROUSSEAU, 21 rue Henry Chéron CS 87222 14107 LISIEUX Cedex - Tél. : 0231484011, Courriel : marchespublics@ville-lisieux.fr. Adresse Internet du pouvoir adjudicateur : <http://www.ville-lisieux.fr>
Adresse Internet du profil d'acheteur : <http://demat.centraledesmarches.com/7033509>. Le pouvoir

adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non. Type d'organisme : Commune.

Objet du marché : Réalisation de fouilles archéologiques place de la République et mesures d'accompagnement technique du projet.

Type de marché : Travaux.

Type de prestations : Exécution.

Site ou lieu d'exécution principal : Place de la République 14100 Lisieux .

Classification C.P.V : Objet Principal : 71351914-3 Objet Principal : 45112000-5

Code NUTS : FR251

L'avis implique un marché public. Autres informations : Avis de publicité concordant publié au BOAMP n° 17-103528.

Caractéristiques principales : Les fouilles auront lieu en centre ville avec des contraintes hydrauliques fortes. Le candidat doit détenir l'agrément prévu par l'article R.522-8 du Code du patrimoine couvrant les périodes et domaines suivants : antiquité et moyen âge. Durée du marché : 4 ans. Les délais d'exécution seront fixés dans les documents de la consultation transmis aux candidats admis au dialogue. Le dialogue pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre de solutions à discuter, en appliquant les critères d'attribution (qui seront détaillés dans le règlement de la consultation remis aux candidats admis au dialogue).

Conditions relatives au marché : Cautionnement et garanties exigés : garantie amp;grave; 1 amp;grave;re demande ou caution bancaire en cas de demande de versement de lamp;#039;avance. Modalités essentielles de financement et de paiement : sur fonds propres et subventions. Ramp;grave;glement sous 30 jours amp;grave; compter de la ramp;eacute;ception de la facture par le pouvoir adjudicateur. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Pas de forme imposamp;eacute;e, mais si groupement conjoint le mandataire sera obligatoirement solidaire. Un mamp;ecirc;me opamp;eacute;rateur amp;eacute;conomique ne pourra pas amp;ecirc;tre candidat plusieurs fois en tant que mandataire et co-traitant. Unité monétaire utilisée : l'euro

Conditions de participation : Critères de sélection des candidatures : - Qualité des références similaires récentes (au maximum 5), recouvrant notamment des contraintes similaires (milieu urbain occupé et contraintes hydrauliques) : pondération 40 - Moyens humains et techniques mis à disposition afin d'assurer la mission : pondération 30 - Motivation de l'équipe et compréhension des enjeux (note de 2 pages) : pondération 30

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : Documents à produire obligatoirement par le candidat à l'appui de sa candidature : - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après). - Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics, concernant les interdictions de soumissionner (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après). - Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après). - Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D 8222-5-3° du code du travail) (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après). Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat au choix de l'acheteur public : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). - Déclaration appropriée de banques

ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). - Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/impri_mes_dc/DC1doc). - Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/impri_mes_dc/DC2doc). - S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre : 3 Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre : 5 Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : Se référer aux critères de sélection des candidatures

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération : 50 % Prix 50 % Valeur technique (les critères seront détaillés dans le règlement de la consultation transmis aux candidats admis au dialogue)

Type de procédure : dialogue compétitif.

L'accord est couvert par l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) de l'OMC.

Date limite de réception des candidatures : 08 septembre 2017 à 12 heures. Date prévue pour l'envoi de l'invitation à présenter une offre ou à participer au dialogue : 18 septembre 2017 Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Caen , 3 rue Arthur Leduc CS 25086, 14050 CAEN Cedex 4 . Téléphone : 0231707272 - Fax : 0231524217 . Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Date d'envoi du présent avis : 24 juillet 2017.

Accès du DCE : <http://demat.centraledesmarches.com/7033509>